

URGENCE : UN TOIT POUR TOUS.

Décembre 2006. Nicolas Sarkozy lance pendant la campagne présidentielle : *"Je veux que d'ici à deux ans, plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir. Parce que le droit à l'hébergement, c'est une obligation humaine"*.

Été 2011 : le gouvernement supprime des moyens pour les services d'accueil d'urgence, les mettant dans l'impossibilité de remplir leur mission ; des expulsions continuent à jeter des centaines de familles pauvres à la rue ; la loi Dalo, pourtant votée par l'actuelle majorité, ne peut pas être appliquée ; des familles de demandeurs d'asile, qui ont aussi droit à un hébergement, comme le Conseil d'État l'a confirmé le 5 août 2011, se retrouvent à la rue partout en France, **dans l'impossibilité de scolariser leurs enfants.**

Ainsi, au mois d'août, à Lorient et Vannes, la préfecture de région a pratiquement déposé devant la porte des services d'accueil d'urgence 15 familles. Ils doivent domicilier ces familles, c'est à dire leur donner une adresse administrative, sans aucun moyen supplémentaire pour leur hébergement, obligeant ainsi les personnels à remettre ces familles à la rue après les avoir enregistrées. L'Etat transfère ainsi une fois de plus ses responsabilités légales de l'accueil d'urgence sur les collectivités territoriales.

En lieu et place de la solidarité envers les plus démunis, inscrite dans la loi et la Déclaration des Droits de l'Homme, le gouvernement utilise la stigmatisation, la précarité et l'exclusion.

Cela ne peut se faire en notre nom !

Nous demandons aux pouvoirs publics :

- **L'application des lois et un plan d'urgence pour réaliser cet objectif.**
- **L'accueil inconditionnel de toute personne sans abri.**
- **Les moyens nécessaires pour l'hébergement et l'accompagnement de toutes les personnes en difficulté sans aucune discrimination. Toute domiciliation doit s'accompagner d'un hébergement.**

**Nous voulons l'ouverture et la solidarité, pas la précarité et l'exclusion !
Mobilisons-nous!**

A l'appel de :

- citoyen/nes indigné/es et solidaires
- ASCEAP, Casi, CCFD56, CIMADE, Crisla, Mouvement De La Paix, RESF, Terre solidaire,
- UdCGT, Solidaires, Sud santé sociaux, Sud éducatif
- EELV, Fedear56, NPA, Parti de Gauche, PCF.

URGENCE : UN TOIT POUR TOUS.

Décembre 2006. Nicolas Sarkozy lance pendant la campagne présidentielle : *"Je veux que d'ici à deux ans, plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir. Parce que le droit à l'hébergement, c'est une obligation humaine"*.

Été 2011 : le gouvernement supprime des moyens pour les services d'accueil d'urgence, les mettant dans l'impossibilité de remplir leur mission ; des expulsions continuent à jeter des centaines de familles pauvres à la rue ; la loi Dalo, pourtant votée par l'actuelle majorité, ne peut pas être appliquée ; des familles de demandeurs d'asile, qui ont aussi droit à un hébergement, comme le Conseil d'État l'a confirmé le 5 août 2011, se retrouvent à la rue partout en France, **dans l'impossibilité de scolariser leurs enfants.**

Ainsi, au mois d'août, à Lorient et Vannes, la préfecture de région a pratiquement déposé devant la porte des services d'accueil d'urgence 15 familles. Ils doivent domicilier ces familles, c'est à dire leur donner une adresse administrative, sans aucun moyen supplémentaire pour leur hébergement, obligeant ainsi les personnels à remettre ces familles à la rue après les avoir enregistrées. L'Etat transfère ainsi une fois de plus ses responsabilités légales de l'accueil d'urgence sur les collectivités territoriales.

En lieu et place de la solidarité envers les plus démunis, inscrite dans la loi et la Déclaration des Droits de l'Homme, le gouvernement utilise la stigmatisation, la précarité et l'exclusion.

Cela ne peut se faire en notre nom !

Nous demandons aux pouvoirs publics :

- **L'application des lois et un plan d'urgence pour réaliser cet objectif.**
- **L'accueil inconditionnel de toute personne sans abri.**
- **Les moyens nécessaires pour l'hébergement et l'accompagnement de toutes les personnes en difficulté sans aucune discrimination. Toute domiciliation doit s'accompagner d'un hébergement.**

**Nous voulons l'ouverture et la solidarité, pas la précarité et l'exclusion !
Mobilisons-nous!**

A l'appel de :

- Citoyen/nes indigné/es et solidaires
- ASCEAP, Casi, CCFD56, CIMADE, Crisla, Mouvement De La Paix, RESF, Terre solidaire,
- UdCGT, Solidaires, Sud santé sociaux, Sud éducatif
- EELV, Fedear56, NPA, Parti de Gauche, PCF.